

INFORMATIONS PUBLIQUES, ORGANISATION ET BILAN FINANCIER

Une étude montre que les multinationales ne sont pas suffisamment transparentes

L'ONG de lutte contre la corruption, *Transparency International*, a publié le 10 juillet un nouveau rapport sur la transparence des entreprises. Intitulé «*Transparency in Corporate Reporting : Assessing the World's Largest Companies*» (Transparence du bilan : évaluation des plus grandes sociétés dans le monde), ce rapport classe 105 des plus grandes sociétés cotées en fonction de leur degré de transparence.

Si les plus grandes sociétés cotées sont aujourd'hui plus transparentes sur leurs programmes anti-corruption, le rapport révèle qu'elles publient encore trop peu d'informations sur les paiements qu'elles versent aux gouvernements. Ainsi, les trois quarts des entreprises évaluées n'indiquent pas où sont enregistrées leurs filiales, et la moitié environ ne publie pas d'informations relatives à leurs contributions politiques. Il est dès lors plus difficile d'identifier les pays dans lesquels elles font des profits, paient des impôts ou contribuent à des campagnes politiques. Les 105 entreprises sont notées sur une échelle allant de 0 à 10 : 0 indiquant le plus

faible degré de transparence et 10 le plus élevé.

Trois domaines sont pris en compte : la disponibilité d'informations publiques concernant leurs systèmes anti-corruption, leur organisation (filiales, unités et autres entités contrôlées) et la qualité du bilan financier pour chaque pays d'activité. La palme de la transparence revient à la société norvégienne Statoil qui obtient une note de 8,3. Statoil publie des informations significatives sur ses programmes anti-corruption, ses filiales, les impôts qu'elle verse et les profits qu'elle réalise dans les 37 pays où elle opère. Dans l'ensemble, les banques et les compagnies d'assurance ne publient pas suffisamment



d'informations sur leurs mesures de transparence. Les 24 compagnies financières évaluées dans le rapport obtiennent ainsi une note moyenne de 4,2.

Les entreprises étrangères activant en Algérie sont mal classées

Les entreprises sont appelées à lutter contre la corruption en publiant davantage

d'informations sur leurs mesures anti-corruption et en faisant connaître au public leur mode d'organisation ainsi que la manière dont elles font circuler les capitaux dans les pays où elles opèrent.

C'est seulement avec ce niveau d'information que les citoyens du monde entier pourront connaître le montant des sommes qui alimentent les budgets publics et demander des comptes à leur gouverne-

ment. Les gouvernements et les organismes de régulation doivent faire de la transparence une obligation pour toutes les entreprises qui sollicitent des subventions à l'exportation ou qui concourent à des marchés publics.

Les investisseurs doivent réclamer plus de transparence dans la publication d'informations par les entreprises afin de garantir une croissance des activités éthique et durable ainsi qu'une saine gestion des risques.

Les gouvernements et les organismes de régulation doivent faire de la transparence une obligation pour toutes les entreprises qui sollicitent des subventions à l'exportation ou qui concourent à des marchés publics.

Les multinationales ayant des marchés en Algérie — ce n'est pas une surprise — sont très mal classées : dans le médicament (Merck, Abbott, Pfizer), dans les hydrocarbures (Schlumberger, Gazprom, Pétrochina), l'électronique (Samsung), l'automobile (Toyota Motor).

Djilali Hadjadj

Pour corruption à SNC-Lavalin, la Banque mondiale annule un prêt de 1,2 milliard de dollars au Bangladesh

La Banque mondiale a annulé vendredi 29 juin un prêt de 1,2 milliard de dollars destiné à la construction d'un pont au Bangladesh, citant une «réponse inadéquate» du gouvernement à des accusations de corruption. Le groupe canadien SNC-Lavalin — qui a de nombreux marchés en Algérie — avait posé sa candidature pour le contrat de supervision des travaux de ce pont, mais ses services n'avaient pas été retenus.

«La Banque mondiale (BM) a des preuves crédibles, corroborées par des sources variées, de corruption à haut niveau au sein du gouvernement bangladaise, parmi les responsables (du groupe canadien d'ingénierie) SNC-Lavalin et des personnalités indépendantes, en relation avec la construction du projet de pont de Padma», a indiqué la Banque dans un communiqué.

La Banque précise avoir «fourni des preuves issues de deux enquêtes au Premier ministre, au ministre des Finances et au président de la commission anti-corruption du Bangladesh en septembre 2011 et avril 2012». «Nous avons appelé les autorités du Bangladesh à mener une enquête approfondie et, lorsque c'était justifié, à poursuivre les

responsables de cette affaire de corruption», ajoute le communiqué. «Nous avons même été jusqu'à envoyer une équipe de haut niveau à Dacca pour expliquer la position de la Banque et obtenir la réponse du gouvernement. Cette réponse n'a pas été satisfaisante», poursuit-il. «Au vu de cette réponse inadéquate du gouvernement bangladaise, la Banque mondiale a décidé d'annuler son crédit», a conclu l'institution, précisant que cette décision était «à effet immédiat».

La BM avait octroyé ce prêt de 1,2 milliard de dollars en février 2011 au Bangladesh pour contribuer à la construction du pont de Padma, destiné à désenclaver une région proche mais coupée de la capitale Dacca. SNC-Lavalin avait posé sa candidature pour le contrat de supervision des travaux de ce pont, mais ses services n'avaient pas été retenus.

La Banque avait toutefois initié par la suite une enquête sur des allégations de corruption dans le processus d'appel d'offres pour ce projet. Par la suite, une filiale de SNC-Lavalin s'était vu interdire de participer à des appels d'offres visant de nouveaux projets de la BM.

LSC

La première secrétaire du Parti socialiste français dénonce des pressions de Siemens

Le parquet de Lille, nord de la France, ouvre une enquête préliminaire après avoir été saisi par Martine Aubry, maire de cette ville et première secrétaire du Parti socialiste français, qui estime avoir été l'objet de pressions du groupe Siemens lors de l'attribution d'un contrat pour le métro de Lille.

La communauté urbaine de Lille, dont la maire de Lille est la présidente, avait octroyé le 11 mai dernier un contrat pour construire les nouvelles rames du métro, estimé à 266,4 millions d'euros, au groupe français Alstom, en concurrence avec l'allemand Siemens et le canadien Bombardier. «La veille de la réunion de la commission d'appel d'offres pour attribuer le marché, on a reçu un courrier sous forme d'e-mail

de la vice-présidente de Siemens, se plaignant de leur classement», a expliqué à l'AFP le premier vice-président de Lille Métropole en charge des transports. «Nous avons pris la décision de faire transmettre au procureur cette information», a-t-il ajouté. «Fait aggravant, le soir même, Martine Aubry inaugurait une manifestation culturelle à Lille, et le patron de Siemens France, qui était sur place, a demandé à la voir sur le dossier qui allait passer le lendemain en commission», a poursuivi cet élu, dénonçant des «pratiques ahurissantes». «Martine Aubry s'est exprimée publiquement sur ces pressions (...) vendredi, lors d'un conseil de la communauté urbaine (...) pour envoyer un message» et dire aux

entreprises qui pourraient répondre à des appels d'offres que «chez nous, ce type de pratique n'a aucune prise», selon elle.

«On a fait une offre qu'on estimait bonne, aussi bien techniquement que financièrement et on a été très surpris des résultats annoncés par la communauté urbaine de Lille», a réagi la direction de Siemens France. «L'incompréhension face à cette décision» a entraîné le dépôt d'un recours en référé contre l'octroi de ce marché à Alstom, que le tribunal administratif de Lille a rejeté le 21 juin.

La direction de Siemens France n'a en revanche pas souhaité faire de commentaire sur l'ouverture de l'enquête préliminaire par le parquet.

D. H.